

CONGO-AFRIQUE

XXXVIII^e Année - N° 327

Septembre 1998

SOMMAIRE

«c Assieds-toi et calcule»	386
REGARDS SUR LES TEMPS ACTUELS:	
1. Le pot aux roses VATA Diambanza s. j.	389
2. La guerre en RDC: Déclaration de l'Association des Moralistes Congolais AMOCO	391
L'économie congolaise à l'heure _du-difficile passage de la «stabilisation» à la croissance durable MUSUSA Ulimwengu, J.	394
Les chrétiens laïcs et la politique en Afrique Jean-Claude DJEREKE s. j.	405
La mondialisation dans la Commune de Ngaba à Kinshasa Léon de SAINT MOULIN s. j.	419
Afrique-Actualités : mai-juin-juillet 1998 René BEECKMANS s. j.	443

REDACTION, ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS
voir les indications 4^e page
de la couverture

«Assieds-toi et calcule»

«Quel est celui d'entre vous qui veut bâtir une tour, est qui ne commence pas par s'asseoir pour calculer la dépense et voir s'il a de quoi aller jusqu'au bout? [...]

Et quel est le roi qui part en guerre contre un autre roi, et qui ne commence pas par s'asseoir pour voir s'il peut, avec dix mille hommes, affronter l'autre qui vient l'attaquer avec vingt mille? S'il ne le peut pas, il envoie, pendant que l'autre est encore loin, une délégation pour demander la paix.» (Luc 14,28 et 31-32)

Après six semaines d'état de guerre en RDC, nous sommes arrivés à un moment où le danger se précise de nous trouver entraînés malgré nous dans un conflit armé de longue durée, qui peut encore mettre tout notre pays à feu et à sang. Car même à l'Ouest, après des victoires significatives à Kinshasa et dans le Bas-Congo, nos ennemis, parmi lesquels bon nombre de compatriotes militaires mercenaires, rêvent de prendre leur revanche.

Dans cette situation, la sagesse, même évangélique, recommande qu'on prenne la peine de bien réfléchir à ce qu'il convient de faire et à en calculer le prix.

Déjà bien des compatriotes contribuent en ce moment à une telle réflexion qu'on découvre avec intérêt dans la presse et autres médias.

Dans notre rubrique «Regards sur les temps actuels», nous proposons deux textes de réflexion qui nous ont paru particulièrement valables. Le premier est un éditorial du Père Vata Diambanza s.j. dans le bulletin de l'Agence Dia du 24 août. Le deuxième est une Déclaration de l'AMOCO, Association des moralistes congolais, publiée le 5 septembre.

Tous deux mettent en évidence les horreurs de la guerre que nous avons déjà vécues, leur coût en vies humaines, en dévastations matérielles, en appauvrissement matériel de la population mais aussi en dégradation morale. Car, écrit l'AMOCO, «un peuple qui prend goût à la violence et à la haine est un réel danger pour lui-même, pour ses voisins et pour ses propres dirigeants».

D'ailleurs la Charte de l'Organisation des Nations Unies impose à tous les pays qui en deviennent membres de privilégier la solution des conflits par voie de dialogue et de négociation. C'est pourquoi nous devons suivre et soutenir les efforts diplomatiques actuellement entrepris par notre gouvernement, le Président en tête, auprès de tous les pays africains et étrangers dont la compréhension et l'assistance nous ont déjà sauvés des pires désastres pendant les premières semaines de guerre.

Le Père Vata insiste aussi sur le fait que «le peuple congolais ne doit pas se laisser distraire, ni désertier le combat pour la démocratie et le développement.» Il s'explique: «Des décennies de dictature ont maintenu le Congo dans les méandres de l'indigence. Il faut éviter qu'une série de "guerres de libération" fasse du scandale géologique tant vanté un scandale tout court, c'est-à-dire un monument de misère et de pauvreté.»

Démocratie et développement. Un double mot d'ordre qui doit rester, même dans notre situation de guerre, une préoccupation nationale majeure. Cela implique des impératifs de «bonne gouvernance» économique et politique sur lesquels nous poursuivons notre réflexion dans les autres articles du présent numéro.

C'est d'abord en économiste que M. Mususa Ulimwengu nous présente «L'économie congolaise à l'heure du difficile passage de la "stabilisation" à la croissance durable». C'est une erreur de croire, explique-t-il, qu'il y a un lien direct entre «stabilisation» et «croissance». Une erreur trop souvent commise par des experts du FMI. Il faut surtout, promouvoir, en vue de la croissance

économique, un environnement macro-économique stable et incitateur. Il faut bien sûr commencer par appliquer «un véritable Programme de stabilisation». Mais en ayant pour objectif gouvernemental de «mettre en place un Programme national crédible d'éradication de la pauvreté visant la réduction significative du nombre d'exclus au processus de relance économique par le fait de la pauvreté».

Il faut donc qu'un tel Programme comprenne notamment «une politique de rémunération compatible avec les objectifs de croissance; par exemple la fixation d'un SMIG réaliste qui n'est pas à considérer seulement comme élément de la structure des coûts, mais aussi et surtout comme élément d'une demande solvable moteur de toute croissance durable. Vouloir faire une croissance durable en économisant sur la rémunération de la force de travail nationale est un leurre». M. Mususa en conclut qu'il faut orienter les dépenses publiques en privilégiant celles qui développent le capital humain (santé et éducation) et le capital physique (infrastructures).

Ces idées doivent évidemment être véhiculées par des cadres animés d'un véritable humanisme. Cela doit interpeller dans notre pays les laïcs chrétiens préoccupés d'améliorer la qualité du fonctionnement des institutions économiques et politiques sinistrées par trop d'années de «mauvaise gouvernance» et de laisser-aller général.

A ce propos nous avons reçu du P. Jean-Claude Djereke un article sur «Les chrétiens laïcs et la politique en Afrique». Il suit et complète celui que l'Auteur nous avait envoyé l'an dernier sur «Le prêtre et la politique en Afrique» (Congo-Afrique n° 317, septembre 1997, pp.407-423). Il répond ici à deux questions: «Pourquoi les fidèles laïcs devraient participer aux batailles politiques?» et «Comment le laïc chrétien doit-il se comporter en politique?».

Un des éléments de réponse les plus importants c'est la conception de la politique comme un service du peuple. Mais cela implique chez le peuple un changement de mentalité, notamment vis-à-vis des candidats aux élections. Nous avons découvert un passage surprenant à cet égard dans la lettre des évêques sud-africains «En marche vers la démocratie en Afrique du Sud» (1993): «Les candidats aux élections sont des personnes qui cherchent du travail auprès de l'électorat. S'ils sont élus, ils deviennent nos employés et non pas nos maîtres»! Cela paraît utopique, mais c'était bien la vision de Nelson Mandela, lorsque fraîchement libéré de prison, il s'adressa à la foule dans la ville du Cap en ces termes: «Je me présente devant vous, non comme un prophète mais comme votre humble serviteur, vous, le peuple.» C'est cela, être chrétien laïc en politique.

Et il est bien vrai que le peuple congolais pense beaucoup à son avenir et à l'amélioration de ses conditions de vie qu'il espère de ses dirigeants. Dans l'enquête du P. Léon de Saint Moulin sur «La mondialisation dans la Commune de Ngaba à Kinshasa». On y découvre, en réponse à la question 9, que les gens ont un jugement positif sur les investisseurs étrangers parce qu'ils assurent le plus d'emplois. Par ailleurs, à la question 7, les gens indiquent qu'ils aspirent à être hommes d'affaires indépendants avec un revenu sûr. Ce qui implique, pour tous la sécurité juridique et judiciaire, et pour les chômeurs, les vieillards, ... la sécurité sociale.

C'est à tout cela qu'il faut réfléchir, même pendant qu'on se trouve en état de guerre. Pour en conclure que nous devons nous faire tous artisans de paix.

REGARDS SUR LES TEMPS ACTUELS**1. Le pot aux roses (*)**

«Sommes-nous préparés à accepter le défi du crapaud qui veut avaler l'éléphant?»

En quelques jours, au lendemain de l'agression des troupes rwandaises contre la République démocratique du Congo, le Président Laurent-Désiré Kabila est passé, sans transition, de l'indignation à l'insulte. Sa réaction aura été à la mesure même de sa désillusion. Face à la félonie de ses alliés d'hier, «Mzee» a été bien le premier à se mordre les doigts. Réveillé douloureusement d'un sommeil cauchemardesque, il a fait, ce 13 jeudi août 1998, ce qu'aurait fait tout chef de l'Etat dans sa situation: jouer sur la corde sensible du nationalisme. Mobiliser un peuple qui n'a jamais accepté ni entériné l'invasion du territoire national par des forces armées étrangères alliées à l'AFDL. Un peuple qui supportait de plus en plus mal la présence des «frères» se conduisant comme en pays conquis et «des compatriotes trop différents» aux commandes de l'Etat. Du coup, sa cote de popularité, qui était au plus bas il y a un mois, a sensiblement monté.

Galvaniser l'unité de tous les Congolais

A présent que le peuple a découvert le pot aux roses des accords de Lamera et de l'Alliance qu'ils ont engendrée, et maintenant qu'il est clairement établi qu'il ne s'agissait, ni plus ni moins, que d'un mariage de raison, d'une association d'intérêts, le Président de la République devrait tirer toutes les conséquences politiques qui s'imposent, par rapport à la situation interne du pays. Tout indique, en effet, que l'AFDL, comme mouvement politique fédérateur, n'a jamais existé. Il faudrait donc que, capitalisant la confiance et le soutien populaire que lui a valu sa réaction nationaliste, Laurent-Désiré Kabila s'attelle à galvaniser l'unité de tous les Congolais en ce moment dramatique de l'histoire de la patrie, et à tendre la main à tous ceux qui aiment réellement ce pays, veulent défendre sa souveraineté et travailler à son développement. Une nation divisée en elle-même est incapable de se défendre contre l'agression extérieure. Quoi qu'il arrive, l'unanimité actuelle est un bouclier solide contre toute tentative de balkanisation du territoire national. Les Congolais ne doivent pas se laisser abuser par des politiciens en mal de popularité, qui tenteraient de récupérer leur élan nationaliste pour gagner par la démagogie ce qu'ils n'auraient jamais espéré obtenir par la voie des urnes. Qu'on se rassure: «le crapaud» ne s'avisera jamais d'avalier «l'éléphant». Il n'en a pas les moyens et, même s'il en avait envie, la loi du plus grand nombre l'en dissuaderait et il renoncerait au suicide. Il est donc inutile de continuer à agiter l'idée de la constitution du fameux «empire hima» comme un épouvantail devant un peuple déterminé qui - en dépit de sa colère, de son indignation et, même de l'avancée des agresseurs -, est, jusqu'à ce jour, demeuré serein. Ne pas se laisser distraire pendant que les Forces armées congolaises se dédient totalement à la défense de la patrie en danger, le peuple congolais, armé ou pas, ne doit pas se laisser distraire, ni désertier le front du combat pour la démocratie et le développement. Des décennies de dictature ont maintenu le Congo dans les méandres de l'indigence. Il faut éviter qu'une série de «guerres de libération» **fasse du scandale géologique tant vanté un scandale tout court**, c'est-à-dire un monument de misère et de pauvreté. En 38 ans d'indépendance, beaucoup a été détruit et très peu a été construit. N'avons-nous rien d'autre à léguer aux générations futures, sinon les ruines et les cimetières? Faire de ce merveilleux pays un

* () Editorial de l'Agence DIA, n° 42094, du 24 août 1998, pp.563-565.

paradis terrestre dépend beaucoup de nous. C'est pourquoi, s'il existe quelque part une issue pacifique à ce nouveau conflit armé - et il devrait en exister une -, nos dirigeants feraient mieux de la choisir. Cela nous permettrait de faire l'économie de nos précieuses ressources financières et humaines, nécessaires à la reconstruction nationale. A côté de la défense de l'intégrité territoriale, notre devoir sacré, c'est aussi de ne pas galvauder les richesses héritées de nos aïeux. En rendant au Congo sa prospérité d'antan et à son peuple sa dignité et son droit au bonheur, nous aurons démontré, à nous-mêmes et à la face du monde, que le sous-développement n'est pas une fatalité.

Il n'y a, de toutes les façons, pas d'autres solutions à cette guerre qui s'internationalise dangereusement que la négociation. A court terme, le Rwanda et l'Ouganda seront mis à l'index, les Banyamulenge se seront aliénés le reste de la communauté nationale et Kabila, hier peu populaire, aura vu sa cote monter dans l'opinion congolaise. A long terme, plus rien ne pourra être comme avant dans les rapports entre les Congolais et leurs voisins Rwandais et Ougandais: le sang des innocents a de nouveau coulé, l'agression a fait le lit d'une animosité orchestrée contre les Tutsi, et les plaies ouvertes mettront du temps à se cicatriser.

Donner la parole aux habitants du Grand Kivu,

La question de la nationalité a toujours été un élément détonateur de l'insurrection dite des Banyamulenge dans le Kivu. Nous pensons qu'il est temps que l'on cesse d'évoquer ce prétexte, que l'on arrête de reposer cet épineux problème, sinon pour le résoudre d'une manière définitive par le droit. Pourquoi ne donnerait-on pas, une fois pour toutes, l'occasion aux habitants du Grand Kivu de s'exprimer, de s'asseoir pour voir comment ils entendent vivre ensemble, dans le contexte particulier qui est le leur, et dans le cadre plus large de la région des Grands Lacs?

Jusqu'alors, bien des gens ont parlé en leur nom et ont, parfois, dans la précipitation, proposé des solutions bancales. Il serait mieux qu'on les entende eux, les premiers concernés. Quels que soient les résultats de la consultation et des concertations, il faudra éviter des palliatifs, des solutions de complaisance, des ((amputations» ou des «greffes» qui se sont révélées désastreuses ailleurs. Il s'agit d'une coexistence à long terme. Et cela ne peut partir des bases fragiles. La nationalité va au-delà d'un simple décret d'octroi de la citoyenneté. Elle suppose, à la racine, un profond sentiment d'appartenance à un groupe social, à une nation. Si l'ombre de mon frère me fait peur et m'empêche de dormir, cela veut dire que je n'ai jamais été vraiment son frère

Notre foi à l'épreuve du déshonneur

Il serait outrageant et malhonnête de minimiser ou, tout simplement, de nier la douleur et le désappointement du peuple congolais blessé au vif dans sa fierté. Et il serait également injuste de ne pas comprendre sa colère. Mais, il serait, par ailleurs, criminel de manipuler ces sentiments légitimes, afin de semer le grain de xénophobie, de distiller la haine raciale ou tribale.

Aujourd'hui, et plus encore dans les jours à venir, il sera de plus en plus difficile de vivre en bons chrétiens. Notre foi, soumise à l'épreuve du déshonneur, nous interpelle déjà et nous pousse à poser, sans hypocrisie, la question fondamentale: «Qui est mon prochain, dans la situation présente?» Le Christ, en son temps et pour tous les temps, avait déjà répondu à cette même question en ces termes: «Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho,...» (Luc 10,29-37). Comme modèle de comportement, dans le contexte actuel, il ne nous sera pas donné d'autre exemple que celui du bon Samaritain. Mais, pour le mettre en pratique, l'amour qui est en nos coeurs devrait brûler plus fort que la haine, et nous devrions, nous-mêmes, prendre le risque de la différence.

2. La guerre en République Démocratique du Congo: Déclaration de l'Association des Moralistes Congolais (AMOCO)

Depuis le 2 août 1998, la société congolaise est en guerre. Cette guerre ébranle nos institutions politiques et nous fragilise en tant qu'individus et communauté. Elle est omniprésente même dans les provinces qui ne sont pas encore touchées par les combats. A l'Est du pays, notamment à Goma, Bunia, Kisangani, Bukavu, Uvira, Kalemie, comme à l'Ouest, à savoir, Kitona, Banana, Moanda, Borna, Inga, Kinzao-Mvuete, Matadi, Songololo, Kimpese, Mbanza-Ngungu et à Kinshasa, cette guerre s'accompagne de son cortège macabre de désolations, de personnes tuées, de corps mutilés, calcinés, de champs dévastés, de maisons bombardées et désertées, d'entreprises pillées, de règlement des comptes, de recrudescence de xénophobie, de haine ethnique, de faim, de maladies, etc.

Cette guerre n'est pas le fruit du hasard. Elle est perçue et expliquée par nos responsables politiques comme le fruit d'une agression extérieure venue du Rwanda et de l'Ouganda. Pour certains de nos compatriotes engagés dans ce qu'ils appellent rébellion, elle se présente comme une contestation d'un pouvoir dictatorial et népotique. Pour les Tutsi dits Banyamulenge, cette guerre est présentée comme une revendication de leurs droits jusqu'ici lésés. Pour le Rwanda et l'Ouganda, il s'agit de protéger les intérêts sécuritaires dans la région des grands lacs. Pour la communauté internationale, cette guerre est un problème strictement intérieur au Congo. Pour l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe, outre les intérêts sécuritaires, il est question de défendre un régime légitime.

Pour notre peuple, tout en regrettant la réaction trop tardive de la communauté internationale, cette guerre est tragiquement vécue de la manière suivante:

1. Cette guerre est ressentie comme une agression du Rwanda 'et de l'Ouganda, résultat du non-respect des engagements au sein de l'AFDL, engagements dans lesquels les pays agresseurs ont été parties prenantes;
2. Cette guerre est la révélation d'un ensemble de contradictions dans le message de l'AFDL pendant la guerre dite de libération, notamment sur l'identité et la nationalité de ses membres;
3. Cette guerre est l'entreprise d'étrangers alliés aux nationaux prisonniers de leurs propres ambitions;
4. Cette guerre est une absurdité qui se manifeste par le goût effréné de certains de nos compatriotes à s'emparer du pouvoir par la force des armes;
5. Cette guerre est source de violence; de souffrances, de destruction, de pillage, d'appauvrissement et de, mort, bref, elle est un mépris absolu de la vie humaine;
6. Cette guerre est l'expression d'une quête éhontée du pouvoir et de l'avoir, des intérêts égoïstes au détriment des vrais intérêts vitaux du peuple congolais;
7. Cette guerre, à travers l'assistance heureuse des armées angolaises, zimbabwéennes et namibiennes, révèle des failles troublantes et de nos services de sécurité et de notre, système de défense.
8. Cette guerre montre que l'Afrique demeure encore; le théâtre où s'exprime le conflit Est-Ouest à travers la guerre de contrôle de richesses du Congo entre progressistes et capitalistes;
9. Cette guerre révèle un colonialisme rétrograde qui, au nom de la non-ingérence, tente de se maintenir en Afrique par la propulsion, de force, d'ethnies minoritaires ou de dirigeants impopulaires à la tête des Etats.

La guerre est ainsi en République Démocratique du Congo une interpellation à laquelle L'Amoco ne peut se dérober. Aussi, fidèle à ses objectifs et à ses prises de position antérieures en faveur des intérêts sacrés de notre peuple, l'Association des Moralistes Congolais ayant pris conscience de la situation de l'heure et avec le recul du temps et des événements,

déclare ce qui suit

1. La défense de la patrie ne doit en aucun cas devenir l'expression du non-respect de la vie humaine. L'Association des Moralistes Congolais dénonce énergiquement les violences qui ont élu domicile dans notre société. Au-delà de l'euphorie aveugle dans laquelle cette guerre nous a plongés, les scènes de violence, de justice populaire ainsi que le caractère souvent arbitraire qui les ont accompagnées contredisent la volonté de ce même peuple d'aller vers un Etat de droit, de paix et de justice. L'Amoco invite incessamment les autorités politiques et judiciaires à prendre les mesures qui s'imposent pour que notre peuple retrouve sa confiance envers les mécanismes officiels de justice. Un peuple qui prend goût à la violence et à la haine est un réel danger pour lui-même, pour ses voisins et pour ses propres dirigeants;
2. Comme lors de la première guerre dite de libération; - notre peuple doit savoir qu'il paiera seul la lourde facture de cette deuxième guerre qui a trouvé des adhérents parmi les fils de ce pays.
3. La présente guerre doit être pour notre peuple une nouvelle occasion d'exprimer, aux puissances étrangères ainsi qu'à nos dirigeants, notre désir de paix, de justice, de participation aux pouvoirs politique et économique, bref notre attachement pour l'érection en terre congolaise d'un Etat de droit où tous, fils et filles de ce pays, étrangers et étrangers, attachés à cette terre, nous vivrons heureux. Pour notre peuple et la Nation congolaise tout entière ce désir passe par l'application, qui n'exclut, pas de modifications, de résolutions que nous avons ensemble prises pendant la Conférence Nationale Souveraine (CNS), Conférence pour laquelle des fils et filles de ce pays ont versé de leur sang. Chaque fois, en tant que peuple, nous nous sommes engagés à défendre nos intérêts, nous avons su prouver notre force et notre détermination.

Vive le Congo Démocratique ! Vive l'espérance persévérante de notre peuple !

Fait à Kinshasa, le 5 septembre 1998

Tableau des Abonnés d'Honneur 19985⁽¹⁾

1. Nico den HOLLANDER, FONDATION HANNS SEIDEL, Kinshasa.
2. Emmanuel RAMAZANI SHADARY, Gouverneur du Maniema.
3. Thierry CLAEYS BOUUAERT, Banque Comm. du Congo, Kinshasa.
4. Ambroise KABASELE LUABINGI, Adm.Dél.Adj. honoraire de la P.L.C., Kinshasa.
5. Jean-Louis HENKENS, GROUPE UNIBRA.
6. Jean-Pierre ROLAND, Délégué de la Communauté Française de Belgique et Directeur du CENTRE WALLONIE-BRUXELLES, Kinshasa.
7. CHARLES LE JEUNE Ltd, Rép. Dém. du Congo.
8. Joseph MABOLIA Inengo Tra Bwato, Ambassadeur de la Rép. Dém. du Congo, BONN, Allemagne.
9. Dr. NTUMBA MUKUNA, Centre Médical MEMORIAL, Matadi.
10. M. Frank DE CONINCK, Ambassadeur de Belgique, Kinshasa.
11. KASILEMBO KYAKENGE, Administrateur de COMPODOR, Kinshasa.
12. Me Mutoy MUBIALA, Genève, Suisse.
13. KALONJI Ntalaja, Prof. ord. de Sciences Economiques, UNIKIN, Kinshasa.
14. Jochen KREBS, DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE, Kinshasa.
15. Yvon TSHILUMBA Bingwa, C/° CARTEC-Congo, Kinshasa.
16. DUGA Kugbe Toro, Ministre honoraire, Kinshasa.
17. ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MUKOLO CITENG, Kinshasa.
18. Dr. NYAKABASA, Médecin à la Clinique NGALIEMA, Kinshasa.
19. HOTEL INTERCONTINENTAL KINSHASA, RDC.
20. Martin Marie MAGUNDU MFUMIJ, Psychologue, B.P. 9038 Kinshasa 1.
21. Baudouin LUFWABANTU, Consultant en Organisation du Travail, Kinshasa.
22. Chanoine M. PLEVOETS, Facultés Catholiques de Kinshasa.
23. Thomas d'Aquin MYANDE za LWANGA, Administrateur des Sociétés Kinshasa.
24. Albert MPOLESHA NTUMBA, Administrateur des Sociétés, Kinshasa.
25. M. et Mme FLEISCHLE-JAUDA, S, Allemagne.
26. Raphaël SENGÀ Kitenge, P.D.G. de «LAPHARCO», Kinshasa.
27. Richard NGUB'USIM M.N., Prof. ord. à l'UNIKIN, recteur de l'Université du Bandundu.
28. MISEREOR, Allemagne.
29. Dr. Désiré BOULU Ipenda, Chirurgien à la Clinique NGALIEMA, Kinshasa.
30. M. Frej FENNICHE, Directeur du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en RDC, Kinshasa.
31. M. MBAYO, P.D.G. de l'OCC, Kinshasa.
32. Me GATERA Gashabana, Avocat près la Cour d'Appel, Kinshasa.

¹ Ce tableau continuera d'enregistrer au fur et à mesure les noms des personnes physiques ou morales qui nous souscriront un abonnement d'honneur.